

D 601 GUATEMALA: DU MASSACRE DE CHAJUL AU MASSACRE
DE L'AMBASSADE D'ESPAGNE

Ce n'est pas sans émotion qu'on lira le texte du manifeste des paysans du Quiché, présenté à l'ambassade d'Espagne quelques heures avant l'assaut et l'incendie du bâtiment par la police et la mort de trente-neuf des occupants (cf. DIAL D 599).

Suite à l'arrestation de neuf paysans de la région du Quiché en août-septembre 1979 (cf. DIAL D 568), l'armée avait procédé, le 6 décembre suivant, au massacre de sept d'entre eux, avec la mise en scène décrite dans le texte ci-dessous. C'est pour attirer l'attention de l'opinion publique sur ce massacre de Chajul qu'un groupe de plus de trente paysans indiens de la région s'est, comme en septembre précédent, rendu dans la capitale du pays. C'est alors qu'après quinze jours de vaines démarches, le groupe a décidé d'occuper l'ambassade d'Espagne et de publier la lettre ouverte ci-dessous. La suite est connue: les protestataires ont tous été tués par les forces de l'ordre, y compris le seul paysan survivant de l'incendie.

Note DIAL

MANIFESTE DES INDIENS DU QUICHÉ
A L'AMBASSADE D'ESPAGNE (31 janvier 1980)

LETTRE OUVERTE A MM.

Eduardo Rittler Aislán, représentant de l'OEA au Guatemala
Augusti Bauer Arzú, président de la Croix-Rouge guatémaltèque
Mgr Juan Gerardi, évêque d'El Quiché et ancien président de la
conférence épiscopale guatémaltèque
Père Juan de Dios Antolinez, président de la Confédération des
religieux de Guatemala (CONFREGUA)
Carrol Berkhoelst, membre de la commission médicale du Conseil
oecuménique des Eglises
Oscar Enríquez Guerra, député,
Guillermo Villar Aceituno, député
Carlos Gallardo Flores, député
Roberto Valdeavellano Pinet, ancien recteur de l'Université
San Carlos de Guatemala
Carlos Gehlert Mata, professeur d'université

Carlos Morales Cordero, secrétaire général du Front uni
de la révolution (FUR)
Romeo Alvarado Polanco, doyen de la faculté de droit
de l'Université San Carlos
Gilberto Castaneda, doyen de la faculté d'architecture
de l'Université San Carlos
Rodolfo Galeotti Torres, sculpteur
Raúl González Graza, journaliste, correspondant d'United Press
International (UPI) et ancien président de l'Association
des journalistes de Guatemala
Mario Carpio Nicolle, journaliste, correspondant d'Agence
France Presse (AFP)
José Calderón Salazar, journaliste, correspondant du journal
Excelsior de México
Carmen Escribano De León, journaliste, directrice du journal
radiodiffusé "Ecos del Pueblo"
Ramiro Mc Donald Blanco, journaliste, directeur du journal
radiodiffusé "Guatemala Flash"
Carlos Mazariegos, secrétaire général de la Fédération des
travailleurs de Guatemala (FTG)
Gustavo Hernández, secrétaire général de l'Association des
étudiants de médecine

Nous, les paysans représentants des communautés ixiles de San Juan Cotzal, Chajul et Nebaj, et des communautés quichés de San Miguel Uspantán, nous nous adressons à vous parce que nous savons que vous êtes des personnes honnêtes qui sauront dire la vérité sur la répression criminelle dont souffrent les paysans de Guatemala.

Voici deux semaines que nous nous trouvons dans la capitale pour dénoncer la répression cruelle que l'Armée nationale a déclenchée contre nos villages. A la longue suite d'arrestations, de tortures, d'assassinats, de vols, de violations de domicile et d'incendie de nos maisons et de nos récoltes, l'Armée nationale a ajouté le massacre de Chajul.

Le 6 décembre de l'année dernière, l'Armée nationale a emmené à Chajul sept paysans qu'elle avait arrêtés à Chicamán; elle les a tous habillés d'uniformes vert-olive et les a obligés à marcher sur le chemin qui mène au village. A quelques mètres de là, des soldats étaient cachés; ils ont tiré sur les paysans jusqu'à ce qu'ils soient tous tués. Après ça, les militaires ont jeté près des cadavres des vieux fusils, mais sans balles, et ils se sont mis à dire que les morts étaient des guérilleros qui avaient voulu attaquer le détachement de soldats de Chajul. Les cadavres sont restés par terre pendant plusieurs heures, jusqu'au moment où ils ont été jetés dans deux fosses du cimetière de Chajul, après avoir brûlé un cadavre avec de l'essence.

Avec une grande douleur, nous avons constaté que les sept paysans massacrés à Chajul le 6 décembre dernier faisaient partie du groupe de neuf camarades qui avaient été arrêtés par l'armée dans la commune d'Uspantán et dont nous étions venus signaler l'enlèvement au Congrès de la République en septembre de l'année dernière (1). A cette occasion, le

(1) cf. DIAL D 568 (NdT).

président du congrès s'était engagé à parler avec les chefs de l'Armée nationale pour qu'ils remettent nos camarades en liberté. Mais nous voyons maintenant, avec grande colère et indignation, qu'on nous les a massacrés.

Toute cette injustice, toute cette méchanceté et toute cette lâcheté de l'Armée nationale, voilà ce que nous venons dénoncer dans la capitale. Mais ici aussi nous avons été pourchassés et menacés par les forces de la répression. Les journaux et les radios n'ont rien voulu dire parce que ceux qui y travaillent ont été menacés de mort par le gouvernement. Les personnes qui reçoivent nos dénonciations ont été calomniées; elles ont été menacées en personne par le tortionnaire Manuel de Jesús Valiente, chef de la police judiciaire.

Nous avons cherché à présenter notre dénonciation aux personnalités démocrates internationales qui devaient assister à l'hommage rendu pour l'anniversaire de l'assassinat d'Alberto Fuentes Mohr (2), au cours d'une cérémonie organisée par le Parti socialiste démocratique (PSD); mais l'acte n'a pas pu avoir lieu, par suite de l'intervention d'un grand nombre de policiers fortement armés. Mais le plus grave de tout c'est l'arrestation et l'assassinat, par les forces gouvernementales de répression, du camarade Abrahán Ixcanparic, dirigeant du Front uni de la révolution (FUR), quelques heures après que ce parti nous ait reçus à son siège et ait écouté nos dénonciations; en particulier, le camarade Ixcanparic nous avait offert son aide et sa solidarité.

Suite à tous ces faits, il ne nous restait pas d'autre alternative que de venir à l'ambassade d'Espagne et à y rester, comme seule manière de faire parvenir nos dénonciations à tous le peuple guatémaltèque et aux peuples du monde. Nous sommes fermement décidés à rester dans l'ambassade jusqu'à ce que les demandes que nous vous adressons soient satisfaites. Nous vous redisons encore une fois que nous nous adressons à vous parce que nous sommes sûrs que vous agirez dans l'honneur et avec sincérité, et parce que vous avez la valeur et la dignité nécessaires pour dire toute la vérité sur les grandes injustices dont nous sommes les victimes, nous les paysans du nord du Quiché.

Nos demandes:

1- Vous devrez faire partie d'une commission d'enquête sur le massacre de Chajul perpétré par l'Armée nationale le 6 décembre 1979.

2- Comme commission d'enquête, vous vous ferez accompagner d'une délégation de ceux d'entre nous qui sont à l'ambassade d'Espagne et de tous les journalistes qui voudront bien, et tous les membres de la commission se rendront à la municipalité de Chajul pour exiger des autorités l'exhumation des cadavres de nos sept camarades pour qu'ils puissent être identifiés et remis à leurs familles. Ce voyage devra se faire le plus tôt possible.

3- Profitant de leur présence à Chajul, les membres de la commission devront recueillir tous les témoignages que la population de Chajul pourra donner sur la répression criminelle qu'a déclenchée contre nous l'Armée nationale.

(2) Ancien ministre des affaires étrangères de 1966 à 1970, assassiné le 25 janvier 1979 (Ndt).

4- De retour à la capitale, la commission d'enquête devra publier dans la presse écrite et radiodiffusée un rapport sur les résultats de l'exhumation des cadavres de nos camarades et un résumé des témoignages qu'aura donnés la population de Chajul. Une copie de ces rapports devra être envoyée par la commission d'enquête à Amnesty International, à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, à la Commission des droits de l'homme de l'OEA, à la Commission internationale des juristes, à la Commission des droits de l'homme du sénat des Etats-Unis, à l'Association des avocats des Etats-Unis (American Lawyers Guild) et au Conseil oecuménique des Eglises.

5- Nos demandes étant satisfaites, la commission d'enquête devra garantir notre sécurité pour que nous puissions nous retirer pacifiquement de l'ambassade d'Espagne et nous diriger vers un lieu sûr.

Nous sommes certains que vous saurez comprendre la douleur et l'indignation qui nous obligent à prendre ces mesures, puisque le gouvernement et les forces de répression ne nous ont pas laissé d'autre voie; que vous comprendrez aussi que notre combat est juste; et qu'un jour, avec la participation de l'ensemble du peuple guatémaltèque et avec le soutien de toutes les personnes d'honneur et de dignité comme vous, notre pays sera délivré pour toujours des assassins et des voleurs qui nous gouvernent et nous maintiennent dans la pire exploitation et dans la plus grande misère.

Communautés paysannes de Chajul,
Nebaj, Cotzal et San Miguel Uspantán
dans le département du Quiché

Guatemala, Amérique centrale,
le 31 janvier 1980

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie CCFD
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441